L'eau, portée à la CDD –13 par une coalition d'ONG françaises

Un constat, en terme d'accès à l'eau potable, bien en deçà des promesses affichées

Les 191 pays réunis par l'assemblée générale de l'ONU en 2000, se sont engagés à travers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion des personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable (1,6 milliards d'habitants) et à des services d'assainissement de base (2,2 milliards d'habitants). Ce même engagement a été réitéré en 2002, lors Sommet Mondial du Développement Durable de Johannesburg.

Trois ans après le Sommet de Johannesburg, les progrès constatés restent bien maigres et devraient amener la communauté internationale à s'interroger sur l'efficacité de ses bonnes intentions.

Selon des ONG françaises *« depuis Johannesburg, en dehors de la Chine et de l'Inde, aucun progrès significatif n'a été enregistré depuis 2002. [...] Aujourd'hui encore, l'eau publique peu chère est distribuée au profit prioritairement des centres urbains alors que les populations des banlieues défavorisées sont condamnées souvent à l'eau chère du porteur d'eau ; en milieu rural, la « corvée d'eau » est encore le lot de beaucoup de femmes ; la situation en terme d'assainissement s'est dégradée en maintes régions alors qu'on sait que les eaux insalubres restent une des causes principales des maladies hydriques en Afrique. »*

Par ailleurs, renverser ce triste constat nécessiterait un investissement public conséquent, que l'on sait maigre dans les pays les moins avancés. Or actuellement *« l'Aide Publique au Développement (APD) des pays de l'OCDE est en réduction et va plutôt aux pays ayant la capacité de dégager de l'épargne publique (les pays émergent) »*.

Face à ce constat, des ONG françaises sont signataires d'une position commune en matière d'accès à l'eau potable

Cette année, à l'initiative de l'association 4D et avec le soutien du CRID et de Coordination SUD, une coalition d'ONG françaises s'est formée afin d'interpeller les pouvoirs publics au niveau français et international sur le thème de l'eau et de l'assainissement en vue de la CDD 13.

A l'occasion de la journée mondiale de l'eau le 22 mars dernier, un document de position a été réalisé et envoyé au Président de la République, Jacques Chirac, au Ministre des Affaires Etrangères, Michel Barnier, au Ministre Délégué à la Coopération, Xavier Darcos, et au Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable, Serge Lepeltier.

Ce texte a également fait son bout de chemin à la 13ème CDD. Emmanuel Prinet, Chargé de mission pour 4D l'a présenté lors d'une réunion de briefing des ONG et au sein d'un groupe de travail ad hoc (caucus). Il a surtout permis sa diffusion auprès de nombreuses délégations officielles, dont la délégation française. ■

Solidaires des positions déjà fournies par les ONG au Secrétaire Général de l'ONU en vue de la CDD13, la coalition d'ONG françaises demande que :

1. Les ressources en eau superficielles ou souterraines restent des biens publics non appropriables ;
2. Chaque Etat établisse un plan pluriannuel de développement des services ;
3. Les collectivités locales soient reconnues comme le partenaire privilégié pour organiser la gestion des services à l'échelon local ;
4. Les problèmes de financement pour les pays à faible revenus intègrent des mécanismes d'aides appropriés, tenant compte des faibles capacités contributives des usagers des pays pauvres ;
5. Soit mis en place un programme de renforcement des acteurs locaux ;
6. Soient définies des règles de gouvernance précisant les responsabilités des acteurs, instaurant une transparence des décisions entre représentants publics, professionnels ou associatifs ;
7. Les Institutions Financières Internationales redéploient leur modes d'intervention pour permettre la mise en place de programmes subventionnés pour faciliter l'accès à l'eau, bien essentiel pour les pauvres.

Sont signataires du texte de position EAU

ATTAC, ADEDE, Amis de la Terre France, Association 4D, Coordination Sud, CRID (Centre d'Information et de Recherche pour le Développement), Eau Vive, ENDA Europe (Environnement, Développement et Action), Fédération Nationale Accueil Paysan, FRAPNA (Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature), GRET (Groupe de Recherche et d'Echange en Technologies), Hydraulique Sans Frontières, Ingénieurs Sans Frontières, Programme Solidarité Eau, Solidarité Mondiale contre la Faim, Solidarité Tiers Monde